



Communiqué de presse

Champigny-sur-Marne, le 09 septembre 2013

Projet de loi ALUR : déclaration de Maurice Ouzoulias

Un projet de loi qui manque « d'ALUR »

Le 10 septembre 2013 les députés vont débattre du projet de loi intitulé « Accès au Logement et Urbanisme Rénové » qui comprend 84 articles traitant aussi bien du secteur privé que du secteur public avec l'objectif de favoriser l'accès de tous à un logement digne et abordable.

Si l'objectif est louable, le résultat est loin du compte.

Ce fourre tout d'articles aborde pêle mêle de manière technocratique des sujets aussi variés que complexes comme l'habitat indigne, les copropriétés en difficultés, le soi-disant encadrement des loyers, les professions immobilières, les contrats de location, les attributions de logements, le DALO, l'habitat participatif, l'hébergement, Action Logement (ex 1% logement), la CGLLS, les documents de planification et d'urbanisme....

Pour en fin de compte ne donner aucun moyen supplémentaire pour résoudre la crise du logement qui sévit dans notre pays et qui empêche des millions de citoyens de vivre dignement avec un toit sur la tête.

Un projet de loi sur le logement devrait aujourd'hui non pas satisfaire quelques ambitions de technocrates en mal de reconnaissance et des lobbies mais bien répondre aux besoins de la population qui ont voté majoritairement pour un changement de politique notamment dans le domaine du logement.

Et pour cela il suffirait d'inverser cette logique qui est de privilégier le logement spéculatif au détriment du logement public.

Le candidat aujourd'hui Président de la République avait annoncé le doublement de l'aide à la pierre (800 millions d'euros) pour construire plus de logements sociaux. Aujourd'hui il est demandé de construire plus de logements sociaux (150 000 logements) mais avec un budget (500 millions d'euros) qui n'est pas à la hauteur des ambitions affichées. De même il avait été annoncé le doublement du livret A pierre angulaire du financement du logement social. Il n'a été augmenté que de 50% et en plus le gouvernement a décidé récemment de prélever 30 milliards sur les fonds d'épargne pour les reverser aux banques privées pour soi disant venir au secours des PME.

Si l'on veut aujourd'hui s'attaquer réellement au problème du logement, il faudrait que le parlement soit à l'écoute des populations non pas en rédigeant des textes incompréhensibles par le commun des mortels mais en donnant des perspectives et de l'espoir pour un avenir meilleur à ces millions de familles sans toit, sans droit, sans travail.

Maurice Ouzoulias

Conseiller général du Val-de-Marne

Président directeur général de la SA HLM IDF HABITAT

Contact presse :

Elodie CARREE

Chargée de communication

01 49 83 61 05

E-mail : e.carree@idfhabitat.fr